



La défiscalisation des produits à base de lait local : Une voie pour développer la filière laitière au Sénégal?



Cheikh SALL, Famara SARR et FatCheikh Ndione SANE



2^e édition :
10 - 12 mai 2017
RABAT, MAROC



Introduction:

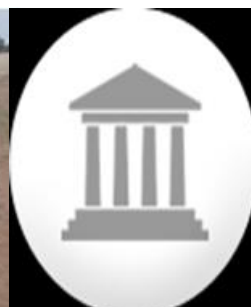
Une production locale insuffisante

Une production à dominante extensive de 250 000 tonnes de lait par an pour une population de 14 000 000 d'habitant pour des besoins normés à plus de 1 277 500 000 litres /an (normes OMS/FAO: 90l/an/h)



Le sénégalais consomme entre 40 à 50l dont plus de la moitié provient de poudre de lait importée et reconstitué





environnemental

technique

Social

économique

institutionnel

**Plus de
contraintes
que
d'atouts**

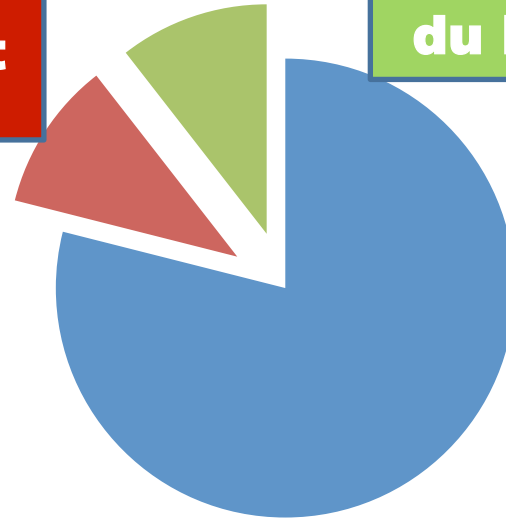


Une industrialisation du lait local qui peine

**Des petites
unités de
transformation
du lait à faibles
volumes de
production**

**Industries
n'utilisant
que du lait
local**

**Industries
incorporant
du lait local**



**Industries n'utilisant
que du lait importé**





La collecte du lait du local dans un cadre institutionnel à rendre incitatif

En plus de la collecte chez le fournisseur, les industriels proposent aussi plusieurs services pour sécuriser l'offre. Les taxes sur les facteurs de production (aliment, coût de la collecte) et sur le lait diminuent considérablement la compétitivité des produits laitiers locaux.

- **Quelle solution? Détaxer !!!**

La défiscalisation des produits à base de lait local actuellement à l'étude , vient en contre-point de l'idée souvent véhiculée de taxer davantage le lait en poudre (avec le risque de rendre inabordable le lait en zone urbaine).



La défiscalisation du lait local : avantages ou inconvénients



La suppression de la TVA de 18% sur le lait local ne va-t-elle pas enrichir les industriels sans qu'il y ait un effet positif sur les éleveurs ?

N'y a-t-il pas d'autres interventions fiscales et de protection plus à même de rendre le lait local plus compétitif (collecte et attribution d'un pourcentage de la TVA sur les produits laitiers importés, suppression ou réduction de la TVA sur l'aliment bétail livré aux éleveurs pour augmenter la production en saison sèche, réduction de la DLC des laits liquides importés de 09 mois à 3 mois comme dans les pays d'origine, application de tarifs préférentiels pour l'eau de fermes laitières cultivant le fourrage et l'électricité des mini-laiteries, etc.) ?



Conclusion



En plus des aspects techniques et sociaux de l'environnement de la production laitière au Sénégal, les leviers économique-institutionnels sur lesquels on peut actionner semblent nombreux et complexes et méritent une réflexion approfondie

Si l'âne de la ferme
pouvait s'occuper
de ce fardeau, je
me consacrerai
mieux à plus
produire du lait



MERCI DE M'AVOIR PRÊTÉ ATTENTION